



Honduras : la politique à « deux voies » des États-Unis et du Canada

L'art de l'incohérence

Par [Arnold August](#)

Mondialisation.ca, 16 juillet 2009

[Réseau Voltaire](#) 16 juillet 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#), [Le Canada](#)

Pour mater les Honduriens, l'Empire anglo-saxon a recours à la méthode classique « du bon et du mauvais flic ». D'un côté, l'action secrète et le coup d'État militaire, de l'autre la diplomatie et les écrans de fumée. Les deux voies sont poursuivies simultanément et au besoin, les rôles sont répartis entre États-Uniens et Canadiens. Cependant, observe Arnold August, la diplomatie ne vise pas ici à faire respecter le droit international, mais au contraire à le violer en douceur. Ainsi, Washington et Ottawa réclament le rétablissement du président Zelaya dans ses fonctions, mais l'invitent à ne pas rentrer dans son pays pour ne pas provoquer d'affrontement avec les militaires.



Le Premier ministre canadien, Stephen Harper, reçoit le président colombien, Álvaro Uribe : comment condamner le coup d'État au Honduras en soutenant les putschistes ?

Le 28 juin dernier, Peter Kent, ministre des Affaires étrangères (pour les Amériques) du gouvernement du Parti conservateur de Stephen Harper, a fait une déclaration en vue de la réunion extraordinaire de l'Organisation des États américains (OEA). Cette rencontre était prévue plus tard la même journée, à 15 h. M. Kent a déclaré que « Le Canada condamne le coup d'État qui a eu lieu cette fin de semaine [28 juin] au Honduras [1] et demande à toutes les parties en présence de faire preuve de retenue et de rechercher une solution pacifique à l'actuelle crise politique, une solution qui respecte les normes démocratiques et la primauté du droit, y compris la Constitution hondurienne. » Le lendemain (29 juin), le *National Post*, l'important journal de droite canadien publié à l'échelle nationale, a commenté favorablement la déclaration du gouvernement, indiquant qu'elle « [...] reflétait l'opposition grandissante face au coup d'État, mais qu'elle ne nommait pas M. Zelaya ni n'exigeait clairement son retour au pouvoir ». Le 29 juin, dans une conférence de presse conjointe

avec le Président colombien en visite, Álvaro Uribe, le président Obama a déclaré que « [...] le coup d'État n'était pas légal, et que le président Zelaya demeurait le président du Honduras, celui qu'on a élu démocratiquement. » Cette déclaration dénote un changement dans la façon dont la politique états-unienne énonce le problème. Le lendemain (30 juin), les 192 membres de l'Assemblée générale des Nations Unies se sont réunis pour débattre du Honduras. Réflétant le nouvel énoncé, ils ont adopté une résolution à l'unanimité afin « d'exiger la restauration immédiate et inconditionnelle du gouvernement légitime et constitutionnel du président de la République, M. José Manuel Zelaya Rosales. » Évidemment, la délégation canadienne a voté comme les 191 autres membres des Nations Unies. Une fois de plus, le *National Post* a donné ce qui semblait être son approbation dans son édition du 30 juin, indiquant que :

« La décision du Canada de se joindre aux parrains des mesures adoptées par l'ONU représente une évolution de la position [du Canada] concernant l'enlèvement de M. Zelaya, dimanche, par les forces armées honduriennes [...] Jusqu'à mardi [30 juin], le Canada avait demandé la reprise du processus démocratique au Honduras, mais n'était pas allé jusqu'à exiger la réinstallation de M. Zelaya au pouvoir. Les États-Unis semblaient avoir adopté une position semblable, jusqu'à ce que le président américain Barack Obama affirme lundi [29 juin] que Washington croit que M. Zelaya 'demeure le président élu démocratiquement [...] »

Le 1er juillet, l'Organisation des États américains (OEA), y compris le Canada, ont résolu unanimement de « condamner le coup d'État », de « réaffirmer que le Président Zelaya est le président constitutionnel du Honduras et d'exiger qu'il retourne à ses fonctions constitutionnelles de façon immédiate, sécuritaire et inconditionnelle. » [2] Le 2 juillet, le *National Post* écrivait ceci : « Bien que le Canada ait imité le Venezuela et d'autres pays sud-américains de gauche en exigeant la réinstallation de M. Zelaya au pouvoir, Peter Kent, le ministre des Affaires étrangères pour les Amériques, a affirmé qu'Ottawa concentrait principalement son soutien sur le travail fait par l'OEA [...] Tout porte à croire que des personnes responsables au sein du gouvernement [actuel] vont admettre qu'ils ont posé un geste inacceptable et qu'ils doivent à nouveau se ranger du côté de la démocratie [...] Bien que M. Kent ait dit que la réinstallation de M. Zelaya devait être inconditionnelle, il a indiqué que sa conduite avant son enlèvement n'était pas passée inaperçue non plus. » Le journal poursuit en citant M. Kent : « 'Le [gouvernement provisoire - les crochets sont du *National Post*] doit d'abord rétablir l'ordre démocratique en instaurant la primauté du droit. Cette tâche accomplie, la population du Honduras et les membres du gouvernement [provisoire - les crochets sont du *National Post*], pourront être assurés que l'OEA les a à l'œil et qu'elle est parfaitement consciente des transgressions commises d'un côté comme de l'autre.' » Cette déclaration représente un nouveau recul face aux résolutions prises par l'ONU et l'OEA, pour lesquelles le gouvernement canadien a voté, et qui exigeaient essentiellement le retour immédiat, sécuritaire et inconditionnel du Président Zelaya.

Le 4 juillet, soit la veille de l'impasse sur la piste d'atterrissage de l'aéroport du Honduras opposant, d'une part, le président Zelaya et le peuple hondurien et d'autre part, le gouvernement militaire, Peter Kent, selon un câble de Reuters, a déclaré à l'assemblée de l'OEA : « 'Dans les conditions actuelles, on ne peut absolument pas garantir qu'il soit en sécurité à son arrivée.' » CNN a confirmé cet état de fait le 4 juillet, en rapportant que « le délégué canadien à l'assemblée de l'OEA a recommandé samedi soir [4 juillet] que M. Zelaya ne retourne pas immédiatement au pays en raison des dangers auxquels il pourrait s'exposer. » Il est indéniable en effet que dans les conditions qui prévalaient le 5

juillet, l'arrivée du Président Zelaya à l'aéroport international de la capitale hondurienne aurait été périlleuse pour lui, son entourage et les dizaines de milliers de sympathisants qui l'attendaient, en raison du déploiement des forces armées et de la répression militaire. Mais comment le gouvernement canadien s'est-il servi de sa portée et de son prestige, au juste, pour contribuer à forcer le gouvernement militaire *de facto* à céder ? S'est-il joint aux pays des Amériques centrale et latine pour voir expressément à ce que les résolutions de l'OEA [3] et des Nations Unies [4] soient respectées à la lettre et en principe ? Recommander à Zelaya de ne pas rentrer au pays revient à encourager le régime militaire, directement ou presque, à blâmer le président Zelaya pour la violence ou le carnage qui pourraient découler de l'application des résolutions internationales.

Le 6 juillet, le porte-parole du département d'État états-unien Ian Kelly a donné un point de presse sur le Honduras et sur d'autres sujets. Concernant le Honduras, dans son mot d'ouverture, M. Kelley a déclaré que « notre objectif demeure la restauration de l'ordre démocratique au Honduras. » Un reporter n'a pu s'empêcher de remarquer qu'il y avait là quelque chose de très flou et ambigu. En tenant compte de la définition états-unienne de la démocratie qui, nébuleuse, fait deux poids deux mesures, un reporter a posé une question très pertinente. Il a demandé : « Avez-vous compris [...] lorsque vous dites souhaiter la restauration de l'ordre démocratique, êtes-vous arrivés à comprendre ce que cela veut dire ? » M. Kelly a répondu : « Eh bien, je crois que cela signifie – dans le cas qui nous occupe actuellement – cela signifie le retour du président élu démocratiquement à Tegucigalpa [capitale du Honduras]. » Si ce reporter n'avait pas soulevé la question, cette demande clé de la population mondiale n'aurait pas été explicitée, ne serait-ce que verbalement. Une autre des discussions entre les reporters et M. Kelly concernait la question de l'aide que Washington apporte au Honduras et des liens qui les unissent. La réponse est demeurée imprécise car, interrogé sur cette question, M. Kelly a répondu de façon évasive que les États-Unis continuaient de fournir une partie de leurs secours, tandis que d'autres avaient été interrompus ou qu'ils étaient en cours d'évaluation ou d'élimination.

En ce qui a trait aux liens entre l'armée états-unienne et le gouvernement *de facto*, M. Kelly a répondu aux questions des reporters en disant que « le SouthCom a minimisé les contacts avec l'armée hondurienne. » Vous remarquerez que les contacts n'ont pas cessé ; ils n'ont été que « minimisé[s] » et ce, sans autres précisions [5]. Néanmoins, des précisions ont effectivement été apportées lorsque les reporters ont posé des questions concernant la base militaire US de Soto Cano au Honduras. Un reporter a demandé : « A-t-il été question de permettre à l'avion de M. Zelaya d'atterrir à la base militaire US là-bas ? » Ce à quoi M. Kelly a répondu : « [...] Cette base est contrôlée par les autorités honduriennes, ce n'est donc pas à nous d'accorder le droit d'atterrir ou quoi que ce soit d'autre. » Comme cela tombe bien !

Depuis plusieurs décennies, les États-Unis utilisent la politique étrangère « à deux voies » face à l'Amérique latine : d'une part, l'intervention directe qui comprend les forces armées et, d'autre part, la diplomatie et les négociations « douces », ces dernières étant utilisées à la fois ouvertement et à huis clos. Le point de presse du 6 juillet, tel que mentionné ci-haut, démontre comment le gouvernement actuel à Washington utilise simultanément la Voie I et la Voie II. Ce sont effectivement de très bonnes nouvelles que M. Kelly ait déclaré, le 6 juillet, que le département d'État allait rencontrer le président Zelaya le 7 juillet et non pas le gouvernement *de facto*, si un représentant de ce dernier devait venir plus tard à Washington. Néanmoins, cet engagement n'est survenu, encore une fois, que parce que les

reporters ont posé la question.



Les peuples espèrent que l'usage de la diplomatie dans les négociations au Costa Rica, arbitrées par le Costa Rica et parrainées par Hillary Clinton, secrétaire d'État états-unienne, saura résoudre la crise. Cependant, les instigateurs du coup d'État sont toujours au pouvoir. Ils répriment les manifestations populaires [6] qui se déroulent actuellement au Honduras dans toutes les sections populaires de la société et ce, depuis près de deux semaines, une situation presque entièrement camouflée par les médias dans des pays comme le Canada, la France, les États-Unis [7]. Dans ce contexte, les commentaires du président vénézuélien Hugo Chávez prennent de plus en plus leur sens à mesure que les minutes s'écoulent : « Pourquoi le gouvernement états-unien ne prend-il pas des sanctions politiques et économiques contre les instigateurs du coup d'État... ? » Cette déclaration eut lieu lors d'une conférence de presse tenue le 10 juillet à Caracas, telle que rapportée par Associated Press (AP).

Bien qu'il y ait évidemment des contradictions entre les institutions états-uniennes telles que la Maison-Blanche, le département d'État, la CIA, le FBI, le Pentagone et l'extrême-droite du sud de la Floride (etc.), la politique US face aux Honduras, du 28 juin jusqu'au 11 juillet inclusivement, consiste en cette politique à deux voies jumelées l'une à l'autre. D'abord, la Voie I, soit l'implication indirecte sinon directe dans le coup d'État militaire avec un soutien de l'armée à peine voilé. Puis, la Voie II, c'est-à-dire l'usage simultané de discussions et de diplomatie afin « d'amortir » la situation... Mais à qui cela profite-t-il ?

D'un côté, on offre des perles de sagesse sur la restauration de la démocratie et du président élu, mais de l'autre, on met pratiquement sur un pied d'égalité les instigateurs du coup d'État et le président violemment kidnappé.

Les gouvernements canadiens ont été pendant plusieurs années des porte-parole de la Voie II. (Toutefois, il y eut des exceptions. Par exemple, lorsque le défunt Premier ministre Pierre Elliott Trudeau a sincèrement tendu la main à Cuba et à l'Amérique latine lors de sa visite à Cuba en 1976, reflétant ainsi les sentiments de la grande majorité des Québécois et Canadiens.) L'engagement et la diplomatie sans arrière-pensées sont censés prévaloir à Ottawa et, ce faisant, tenter de se distinguer de la politique brutale d'intervention états-unienne, laquelle a presque toujours supplanté la Voie II. Les Canadiens et Québécois, en grande majorité, méprisent les politiques d'intervention et d'agression. Le gouvernement canadien actuel fait partie du courant de droite. Toutefois, on n'y retrouve aucun terreau fertile pour les néoconservateurs qui cherchent à attiser les politiques de la Voie I, comme

c'est le cas chez les communautés d'exilés cubains et vénézuéliens dans le Sud de la Floride. Ce qui s'en rapproche le plus serait le *National Post*, gardien de l'ordre établi, et la frange des dirigeants qu'il représente. Cependant, comme on peut le constater plus haut, le Parti conservateur et la branche conservatrice du cercle des dirigeants peuvent facilement s'accommoder à la fois de la Voie I et de la Voie II, tel que le démontre la question du Honduras, même si la politique étrangère change comme un caméléon d'une journée à l'autre.

Comparé au gouvernement conservateur canadien, le gouvernement Obama est censé être de centre-gauche et contre les politiques de droite de l'époque de Bush. Or, la Voie I et la Voie II sont essentiellement les deux flancs d'une même politique faite de domination et de contrôle —il s'agit simplement de savoir laquelle est la plus efficace, laquelle « fonctionne »—. Les deux Voies sont utiles aussi bien pour les « conservateurs » que pour les « libéraux », et elles peuvent se fondre d'un moment à l'autre.

L'une des leçons que doit apprendre le gouvernement canadien et en vertu de laquelle il doit agir immédiatement, c'est de se reconnaître responsable d'avoir enfreint les résolutions de l'OEA et de l'ONU. Les Conservateurs doivent changer leur position dès maintenant en adhérant aux vastes mouvements de l'Amérique du Sud. Déjà, au Parlement, certains partis politiques, (comme le Bloc Québécois) se sont courageusement et honorablement opposés à la politique pratiquée par le gouvernement canadien au Honduras depuis le 28 juin. Il n'y a pas de temps à perdre. Le gouvernement hondurien *de facto* doit être forcé de céder dès maintenant et de permettre au président élu de rentrer chez lui. Si le gouvernement canadien est si inquiet des dangers qui attendent le président s'il retourne au Honduras auprès de son peuple, la solution ne consiste pas à l'en éloigner, mais plutôt à obliger les usurpateurs à abdiquer en vertu des résolutions et des positions adoptées sur le plan international. Pour ma part, je crois que le coup d'État au Honduras est un affront direct aux mouvements de souveraineté et de progrès de tous les peuples latino-américains. Les populations de partout au monde, et particulièrement à l'heure actuelle en Amérique du Sud, doivent avoir une vigilance de tous les instants et s'opposer à la politique impérialiste des deux voies provenant du Nord. Depuis les cinquante dernières années, les peuples de l'Amérique du Sud ont créé leurs propres concepts de souveraineté et de démocratie au prix de luttes et de sacrifices et, par conséquent, ils méritent d'être pleinement soutenus aussi bien par les populations de l'Amérique du Nord que de l'Europe.

La question soulevée par Hugo Chávez, le 10 juillet, démasque l'hypocrisie de la politique à deux voies : « Pourquoi le gouvernement états-unien ne prend-il pas des sanctions politiques et économiques contre les instigateurs du coup d'État... ? » Plus tard en soirée le 10 juillet, Fidel Castro a déclaré dans une réflexion, entre autres que « Zelaya sait que l'enjeu n'est pas seulement la Constitution du Honduras, mais aussi le droit des peuples de l'Amérique latine d'élire leurs dirigeants. »

Notes

[1] Sur le coup d'État au Honduras, on lira : « [Le SouthCom prend le pouvoir dans un État membre de l'ALBA](#) », par Thierry Meyssan ; et Honduras : « [Les « intérêts USA » encore aux mains des militaires de la Joint Task Force Bravo](#) », par Manlio Dinucci, *Réseau Voltaire*, 29 juin 2009.

[2] « [No cambió la OEA, sino America latina](#) », por Néstor Núñez, *Red Voltaire*, 4 juin 2009.

[3] « [Résolution de l'OEA relative à la suspension du Honduras](#) », Réseau Voltaire, 4 juillet 2009.

[4] « [Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur la situation au Honduras](#) », Réseau Voltaire, 30 juin 2009.

[5] « [El primer golpe de Estado de Obama](#) », par Eva Golinger, Red Voltaire, 28 juin 2009.

[6] Sur la dimension sociale du coup d'État et son occultation par les médias, lire les deux articles de Nikolas Kozloff : « [The Coup in Honduras](#) » et « [Spinning the Honduran Coup](#) », Voltaire Network, 29 juin et 5 juillet 2009.

[7] « [Miles salen a las calles a condenar golpe de Estado en Honduras](#) », Red Voltaire, 28 juin 2009.

Arnold August : auteur, journaliste et conférencier spécialiste de Cuba. Livre *Democracy in Cuba and the 1997-98 Elections*. Chapitre « *Socialism and Elections* » du livre [Cuban Socialism in a New Century : Adversity, Survival, and Renewal](#), (University Press of Florida, 2004) édité par les professeurs Max Azicri et Elsie Deal. Prochain volume *Cuba : démocratie participative et élections au XXIème siècle (automne 2010 en français, anglais, et espagnol)*. Membre de la Latin American Studies Association (LASA).

La source originale de cet article est [Réseau Voltaire](#)
Copyright © [Arnold August](#), [Réseau Voltaire](#), 2009

Articles Par : [Arnold August](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca